

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 20-23 février 2006

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2006/8/2/Rev.1
20 mars 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – PAKISTAN 10504.0

Intervention de secours et de redressement au lendemain du séisme – Asie du Sud-Est

Nombre de bénéficiaires	989 500 ¹
Durée du projet	Deux ans (1er avril 2006–31 mars 2008)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	113 648 tonnes
Coût (dollars E.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	38 922 325
Coût total pour le PAM	67 873 381

¹ Pour éviter un double comptage, ce total correspond au nombre maximal de bénéficiaires et ne compte qu'une seule fois les personnes susceptibles de bénéficier de plusieurs interventions.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODC: M. A. Abdulla tél.: 066513-2605

Attachée de liaison principale, ODC: Mme N. Walters tél.: 066513-2800

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



RÉSUMÉ

Le séisme du 8 octobre 2005 en Asie du Sud a bouleversé l'existence de 3,5 millions de personnes. Il a fait des milliers de blessés et d'infirmes; ceux qui ont survécu ont perdu leurs avoirs, leurs moyens de subsistance et leur maison et sont sous le choc. La plupart des écoles ont été détruites, ce qui compromet l'éducation de toute une génération. Des milliers de personnes, bloquées dans les vallées d'altitude ou obligées de trouver refuge dans des campements provisoires, devront reconstruire leur maison, reconstituer leurs moyens de subsistance et retrouver un accès aux produits alimentaires.

Une mission d'évaluation d'urgence de la sécurité alimentaire et de la nutrition a confirmé que la situation était alarmante, en particulier en milieu rural². La plupart des ménages ont perdu leur pouvoir d'achat en voyant détruits leurs cultures, leurs troupeaux et leurs réserves d'aliments et de semences. D'après la mission, 2,3 millions de personnes auraient besoin d'une aide alimentaire. Une enquête nutritionnelle interorganisations, réalisée en décembre 2005³, a fait apparaître que la santé et la nutrition des populations étaient gravement menacées et qu'il était très important de maintenir les distributions générales de vivres, l'alimentation complémentaire et l'alimentation scolaire tant que l'autosuffisance alimentaire ne serait pas rétablie. Une évaluation des marchés menée ultérieurement a fait apparaître que les marchés de produits alimentaires se réorganisaient plus rapidement en milieu urbain, mais qu'il demeurait nécessaire d'apporter une aide alimentaire aux populations des zones rurales et des camps⁴.

L'opération d'urgence du PAM 10491.0 prévoyait des distributions générales de vivres à l'intention de 1 million de survivants après le séisme: 250 000 personnes dans les campements, 5 000 patients des hôpitaux, et 745 000 personnes vivant dans des régions montagneuses et reculées, accessibles uniquement par hélicoptère, en 4x4 et à dos de mule⁵. Le PAM a également fourni une alimentation complémentaire à 150 000 enfants de moins de cinq ans et une alimentation scolaire d'urgence à 150 000 enfants des écoles sous tente. Le Gouvernement a déclaré que la phase de redressement débiterait le 1er avril 2006, date à laquelle prend fin l'opération d'urgence.

L'intervention prolongée de secours et de redressement proposée, qui est envisagée comme une intervention de courte durée consistant à assurer la transition des secours vers le redressement, apportera des solutions pratiques en vue d'obtenir des résultats mesurables et durables dans les délais impartis. Elle visera les ménages confrontés à l'insécurité alimentaire au moyen d'activités vivres-contre-travail et d'activités de création d'actifs, et cherchera à résoudre le problème préexistant de la malnutrition chronique grâce à un enrichissement de la

² Évaluation d'urgence de la sécurité alimentaire et de la nutrition menée conjointement par le PAM et l'UNICEF avec l'appui d'Oxfam, novembre 2005.

³ Enquête nutritionnelle UNICEF/PAM, décembre 2005.

⁴ *Market Assessment: Pakistan Earthquake Affected Areas*, PAM, décembre 2005.

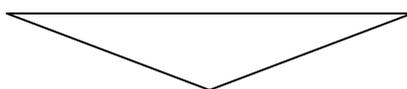
⁵ Vallées d'Allai, Kaghan, Siran, Jabori, Neelum, Jehlum et Leepa, zone tribale de Kaladhaka et autres communautés reculées de montagne de la province de la Frontière du Nord-Ouest et de la partie du Cachemire sous administration pakistanaise.



farine. Quelque 670 000 personnes sans abri, qui ne peuvent compter sur des transferts de fonds ou un quelconque soutien de leur entourage, recevront des vivres lorsqu'elles rentreront reconstruire leur maison et les infrastructures communautaires; l'alimentation scolaire permettra de maintenir la fréquentation scolaire de 450 000 enfants et d'apaiser leur faim immédiate. Ces interventions seront menées dans les villages éloignés qui seront privés de production vivrière, d'accès aux marchés, d'emploi et de possibilités de crédit tant que le fonctionnement des infrastructures essentielles et les échanges commerciaux n'auront pas été rétablis.

L'intervention est conforme aux objectifs stratégiques 2, 3, 4 et 5 et tire parti des enseignements et des pratiques optimales que le PAM a dégagés de précédentes opérations dans la région, sur lesquels il a rassemblé une grande quantité d'informations et dont il a validé le caractère à la fois approprié, ponctuel et économique.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'IPSR Pakistan 10504.0 "Intervention de secours et de redressement au lendemain du séisme —Asie du Sud-Est" (WFP/EB.1/2006/8/2).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION ET SCÉNARIOS

Contexte général

1. Le 8 octobre 2005, un séisme de magnitude 7,6 sur l'échelle de Richter a frappé l'Asie du Sud et touché 3,5 millions de personnes: le bilan est de 73 000 morts et de 79 000 blessés et infirmes; 2,8 millions de personnes ont perdu leur maison, leurs actifs et leurs moyens de subsistance. Dans la province de la Frontière du Nord-Ouest, le séisme a endommagé ou détruit 84 pour cent des logements, des hôpitaux, des écoles et des infrastructures en général; dans la partie du Cachemire sous administration pakistanaise, ce pourcentage est de 36 pour cent. Le séisme a frappé plus de 2 700 villages dans une zone de 30 000 km². Il a entraîné des pertes de bétail et de grandes quantités de produits alimentaires et de semences; le manque de main-d'œuvre agricole, le traumatisme subi et les migrations ont fait que les récoltes ont été inférieures de 30 à 75 pour cent. Les ondes de choc et les glissements de terrain ont rendu les routes rurales impraticables, de sorte que 250 000 personnes ont dû être accueillies dans des campements et 745 000 autres ont été bloquées dans des zones montagneuses et dépendaient pour leur survie des largages aériens de produits alimentaires, de tentes et de médicaments.
2. Le séisme a eu des effets désastreux dans les secteurs de la santé et de l'éducation: 18 000 écoliers et 853 enseignants ont péri dans la catastrophe; 574 centres sanitaires et 4 844 établissements scolaires ont été détruits. Le séisme a perturbé la scolarité de plus de 955 000 enfants en âge d'aller à l'école; 450 000 enfants de 5 à 9 ans sont actuellement privés d'école.
3. Le séisme a rendu les sols très instables et a causé d'importants dommages à l'environnement. Les glissements de terrain ont réduit le couvert forestier; on s'attend à de nouveaux éboulements et à une recrudescence du déboisement entre février et juillet 2006 sous l'effet des mauvaises conditions météorologiques et de la demande accrue de bois de chauffe et de matériaux pour la reconstruction. De 50 à 100 pour cent des dispositifs d'irrigation et des systèmes communautaires d'adduction d'eau ont été endommagés ou ensevelis; les sources naturelles ont tari par suite des mouvements de terrain causés par le séisme. Il y aura beaucoup à faire pour remettre en état les terrasses et les murs de soutènement.
4. Avant la catastrophe, le Pakistan appartenait déjà à la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier. 84,7 pour cent des 141,5 millions d'habitants que compte le pays vivaient avec moins de 2 dollars E.-U. par jour. Le taux de mortalité infantile s'élevait à 91 pour 1 000 naissances vivantes; le taux de mortalité maternelle était de 350 pour 100 000 naissances vivantes. On estimait que 37 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance. Le taux d'alphabétisation était de 50,5 pour cent — 63 pour cent parmi les hommes et 38 pour cent parmi les femmes; seules 20 pour cent des femmes étaient alphabétisées en milieu rural. Le taux net de scolarisation dans les écoles primaires était de 42 pour cent seulement à l'échelle de tout le pays.
5. Les districts sinistrés de Kohistan, Shangla, Batagram et Manshera qui sont situés dans la province de la Frontière du Nord-Ouest avaient en moyenne un indice de développement humain de 0,371, contre 0,541 pour l'ensemble du Pakistan, ce qui signifie qu'ils se trouvaient très loin de la moyenne nationale en termes de croissance économique, de santé,



d'éducation et de qualité de vie⁶. Dans les deux provinces considérées, l'espérance de vie est de 51 ans, soit 10 ans de moins que la moyenne nationale. Les revenus par personne sont compris entre 150 et 200 dollars, contre 480 dollars dans le reste du pays. En termes de disponibilité, accès et consommation de produits alimentaires et de la sécurité alimentaire en général, les districts touchés étaient parmi les plus mal lotis du pays avant le tremblement de terre⁷.

6. Le séisme a compromis les moyens de subsistance de 1,1 million de personnes et 50 pour cent de l'emploi salarié qui existait avant la catastrophe; ceux qui avaient précédemment un emploi pourvoient aux besoins des 2,4 millions de personnes à leur charge —pour moitié, des enfants de moins de 5 ans⁸. Le tremblement de terre a exacerbé la pauvreté existante et a précarisé de nouveaux groupes de population, au nombre desquels les milliers d'orphelins sans abri, les infirmes et les ménages monoparentaux caractérisés par de forts ratios de dépendance.
7. Dans les zones reculées, la reprise de l'activité commerciale et le relèvement du pouvoir d'achat n'interviendront que progressivement⁹. Les dégâts causés par les glissements de terrain seront aggravés par les coulées de boue et les inondations soudaines qui suivront la fonte des neiges annuelle de mars 2006; il faudra un an au moins pour dégager les routes secondaires et tertiaires et pour rétablir l'activité commerciale et l'accès aux marchés. Les évaluations des dégâts et des besoins qui ont été réalisées par d'autres organisations des Nations Unies, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement préconisent des mesures à court et à long terme en faveur du relèvement de l'agriculture, de l'élevage, des infrastructures rurales et des secteurs de la santé et de l'éducation, et un appui à la création de revenus¹⁰. Les activités prévues au titre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) proposée ont été définies à l'issue d'une mission d'évaluation préalable réunissant plusieurs organisations qui ont consulté les diverses parties prenantes, à Islamabad et dans les régions touchées par le séisme, du 12 au 17 décembre 2005.
8. L'IPSR proposée aura une durée de deux ans, du 1er avril 2006 au 31 mars 2008; elle se fonde sur plusieurs évaluations globales des dégâts et des besoins¹¹ qui soulignent la nécessité d'apporter une aide alimentaire et nutritionnelle. L'IPSR s'adressera en premier lieu aux communautés confrontées à l'insécurité alimentaire dans les zones où il existe des problèmes persistants d'accès aux marchés, de façon à combler les lacunes des programmes de redressement et de reconstruction qui sont planifiés; l'IPSR complétera les systèmes publics de distribution de produits alimentaires dans les zones urbaines et semi-urbaines en aidant les populations mises en difficulté en raison du relief accidenté à rentrer chez elles et à reconstituer leurs moyens de subsistance.

⁶ PNUD. *Pakistan National Human Development Report*, 2003. On ne dispose pas d'indices comparables pour la partie du Cachemire sous administration pakistanaise, mais on pense que les indices y sont plus bas que dans la province de la Frontière du Nord-Ouest.

⁷ PAM et Institut pakistanais sur les politiques de développement durable. 2004. *Food Insecurity in Rural Pakistan, 2003*. Islamabad.

⁸ Organisation internationale du Travail. 2005. *Preliminary Survey: Impact of the 2005 Earthquake on Employment and Livelihoods*. Islamabad.

⁹ PAM. 2005. *Market Assessment: Pakistan Earthquake Affected Areas*. Le Caire, ODC.

¹⁰ Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage, en collaboration avec la FAO. 2005. *Post-Earthquake Early Recovery, Rehabilitation and Reconstruction Programme for the Agriculture and Livestock Sectors*. Islamabad.

¹¹ Banque asiatique de développement/Banque mondiale. 2005. *Damage and Needs Assessment: South Asian Earthquake*. Washington; Nations Unies. 2005. *Pakistan 2005 Earthquake: Early Recovery Framework*. Islamabad.



Situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition

9. Les districts sinistrés étaient déjà confrontés à l'insécurité alimentaire avant la catastrophe: dans la province de la Frontière du Nord-Ouest et dans la partie du Cachemire sous administration pakistanaise, 60 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition chronique du fait de l'appauvrissement général de la population et du peu de variété du régime alimentaire traditionnel; 10 pour cent souffraient de malnutrition aiguë¹². C'est pour ces raisons que le PAM appuie les centres d'alimentation maternelle et infantile des deux provinces dans le cadre du programme de pays en cours de réalisation.
10. Le séisme a provoqué la disparition de nombreux marchés urbains et ruraux: les négociants n'ont plus de stocks ni d'accès au crédit, et les connexions avec les marchés et les couloirs de transport sont coupés. Un tiers environ des cultures sur pied n'ont pas été moissonnées. Les agriculteurs ont manqué de semences et d'autres intrants à l'époque des semailles, en octobre et novembre 2005; on estime qu'il faudra cinq ans et 560 millions de dollars pour rétablir la production agricole aux niveaux antérieurs à la catastrophe¹³. Environ 25 pour cent du bétail a péri à cause du séisme; les populations qui ont dû trouver refuge dans les camps, ou qui étaient dans l'incapacité de trouver du fourrage et un abri pour leurs troupeaux, ont vendu leurs bêtes en catastrophe ou les ont abattues, ce qui fait qu'il y a maintenant moins d'animaux, y compris pour la reproduction et le transport.
11. Le Gouvernement a mis en place un régime d'indemnisation en espèces, afin d'aider les survivants à satisfaire leurs besoins essentiels immédiats et à relancer la production et le commerce. Cependant, il sera difficile de desservir les communautés des terres d'altitude reculées tant que les infrastructures n'auront pas été réparées. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Ministère pakistanais de l'alimentation et de l'agriculture s'attendent à une forte baisse des récoltes de blé d'hiver en juillet 2006 et de maïs et de riz en octobre 2006 en raison des pertes subies aux niveaux des animaux de trait, des terrasses, des murs de soutènement, des systèmes d'adduction d'eau, des semences, des engrais et de la main-d'œuvre agricole adulte.
12. Pour favoriser les retours et la reconstruction dans les meilleurs délais, le Gouvernement prévoit de fermer les campements d'ici à la fin du mois d'avril 2006. Parmi les populations vivant ou rentrant dans les vallées d'altitude touchées par le séisme, 62 pour cent, soit 670 000 personnes, ne bénéficient pas de remises de fonds de l'étranger et dépendent pour l'achat des produits alimentaires destinés à leur famille élargie des activités et du travail agricoles; leur production ne leur permet pas à elle seule de subvenir à tous leurs besoins alimentaires sachant que les parcelles ont une surface moyenne de 1,4 hectare, dont 0,7 hectare de surface cultivée. Le manque d'emplois et la diversification insuffisante des moyens de subsistance étaient déjà mentionnés parmi les principaux problèmes que rencontraient les populations des terres d'altitude, notamment les femmes, avant le séisme. L'accès aux produits alimentaires sera déterminant pour la survie des populations pendant la phase de redressement.
13. Les répliques sismiques, les précipitations et la neige vont entraîner de nouveaux glissements de terrain et des pertes supplémentaires d'avoirs, et rendre les routes impraticables; cela va soit retarder la reprise des échanges commerciaux dans les régions d'altitude, soit faire augmenter les coûts de transport au point que les prix des denrées alimentaires comme des articles non alimentaires seront prohibitifs en 2006. La fourniture

¹² Voir la note de bas de page 7.

¹³ Voir la note de bas de page 10.



de produits alimentaires permettra aux populations de conserver les fonds dont elles auront besoin pour la reconstruction tout en leur assurant une consommation alimentaire minimum.

14. Les problèmes d'accès spécifiques à une saison continueront de se poser, de sorte que les bénéficiaires préféreront recevoir des produits alimentaires ou une combinaison de produits alimentaires et d'espèces au titre des plans d'aide au redressement, en particulier pendant la période de soudure qui précédera la récolte de 2006, lorsque la majorité de la main-d'œuvre adulte sera occupée à remettre les champs en culture et à reconstruire les habitations. Les activités communautaires vivres-contre-travail (VCT) et vivres pour la formation (VPF) devront se poursuivre jusqu'à la récolte d'octobre 2006, avant de céder la place à des activités à plus petite échelle, appuyées par une aide alimentaire ou par une combinaison d'aide alimentaire et d'espèces. Les activités VCT et VPF feront l'objet d'un autociblage, c'est-à-dire qu'elles attireront uniquement les ménages les plus vulnérables qui ont des difficultés à obtenir des produits alimentaires et peu de perspectives de trouver un emploi rémunéré.
15. Paradoxalement, le séisme s'est traduit par une forte hausse des taux de scolarisation car il a poussé 1,2 million d'enfants privés de toit, qui en d'autres circonstances n'auraient pas reçu d'instruction, à trouver refuge sous les tentes faisant office de salle de classe. Les écoles continueront d'apporter aux enfants une protection, une aide psychosociale et un environnement stable. Les écoles provisoires recevront plus de 40 millions de dollars d'investissements dans le cadre du plan initial de redressement. Le gouvernement a sollicité une aide alimentaire pour que les enfants continuent de fréquenter l'école quand ils retourneront avec leur famille dans les terres d'altitude, et pour soulager la faim immédiate des écoliers des zones dans lesquelles l'analphabétisme, la malnutrition et le faible taux de scolarisation sont les plus répandus.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET MESURES D'AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et mesures du Gouvernement

16. Le Gouvernement a mis au point des stratégies à court, à moyen et à long terme en vue de réaliser le travail de reconstruction en respectant les normes parasismiques modernes; il prend des dispositions pour assurer la réfection des routes desservant les zones montagneuses et la relance des petites entreprises, du commerce, de l'élevage, de l'agriculture et de l'emploi. Le Gouvernement et d'autres acteurs soutiennent le secteur de l'éducation en fournissant des locaux provisoires et semi-permanents, du matériel d'apprentissage et une formation au métier d'enseignant afin de permettre la reprise des cours à tous les niveaux. Le Gouvernement accordera des indemnités aux ménages sinistrés qui seront échelonnées en quatre versements.
17. Le Gouvernement a fait une contribution de 46 000 tonnes de blé au titre de l'opération d'urgence en cours, ce qui lui vaut d'être le premier donateur en volume. Tous les ans, les autorités fédérales achètent du blé dans les régions excédentaires qu'elles acheminent vers les régions déficitaires et qu'elles distribuent par des canaux commerciaux subventionnés afin de garantir l'accès aux produits alimentaires dans ces régions. Suivant les conseils des institutions de Bretton Woods et de donateurs bilatéraux, les pouvoirs publics ont toutefois délivré des autorisations d'importation à des négociants privés début 2005, afin de soutenir le secteur privé et de réduire les dépenses publiques. Le Gouvernement a fait part de son intention de verser de nouveau des contributions annuelles au PAM, mais il risque de ne pas avoir suffisamment de fonds à sa disposition au sortir de la catastrophe pour acheter du



blé aux fins de l'IPSR; en conséquence, il a demandé au PAM de lui apporter son concours pour répondre aux besoins alimentaires des populations des zones dans lesquelles le séisme a gravement désorganisé l'administration civile et les capacités logistiques.

18. Le Gouvernement a demandé à ce que les communautés bénéficient d'activités VPF et VCT de façon qu'elles utilisent le peu de fonds qui sont les leurs pour la reconstruction. Bien que la main-d'œuvre disponible ait d'autres obligations sur les chantiers et dans les champs, on peut penser qu'au moins un membre de la famille apte au travail pourra participer à des activités VPF et VCT en échange de rations familiales à emporter. Les enfants de ces communautés recevront à l'école des biscuits à forte teneur énergétique. L'IPSR pourra combler une lacune importante du Programme national d'enrichissement des aliments, lancé en 2005 par le Gouvernement, et obtenir un impact direct et immédiat dans les zones d'altitude où la malnutrition est la plus répandue.

Politiques, capacités et mesures des autres principaux intervenants

19. L'action internationale de sauvetage, de secours et de redressement initial a été organisée de façon à répartir les tâches entre dix collectifs sectoriels réunissant le Gouvernement, les Nations Unies et d'autres partenaires humanitaires. Un appel éclair d'un montant de 550 millions de dollars a été lancé en novembre 2005 en vue de financer les interventions prioritaires à caractère humanitaire jusqu'à la fin du mois de mars 2006. La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ont évalué le coût total du séisme à 5,2 milliards de dollars et le coût estimatif des actions à engager aux premiers stades du redressement à 398 millions de dollars¹⁴.
20. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le PAM et la FAO ont récemment achevé la réalisation d'un programme conjoint de développement par zone, qui a permis de mettre sur pied un service d'agents du secteur social pour mener un travail de vulgarisation agricole et fournir des avis techniques de tout premier ordre et des intrants tels que des semences et des jeunes plantes, dans la perspective d'améliorer les moyens de subsistance; 2 000 organisations communautaires et 11 pôle d'intervention ont vu le jour dans les vallées de Neelum et de Jhelum. À la fin du projet, les organisations communautaires administraient de manière autonome un mécanisme de microcrédit d'un montant de 1 million de dollars, qui obtenait un taux de remboursement de 99 pour cent et qui comptait plus de 50 pour cent de femmes parmi ses bénéficiaires. Une initiative commune du même ordre, le Projet de réduction de la pauvreté à Lachi, a été réalisée dans le cadre du Programme d'appui en milieu rural à Sarhad dans la province de la Frontière du Nord-Ouest; des évaluateurs extérieurs ont confirmé que les revenus avaient augmenté de 100 pour cent.
21. Les activités qui seront menées au titre de l'IPSR proposée en vue de remettre en état les infrastructures et de créer des moyens de subsistance et des actifs tiennent compte des enseignements et des éléments de réussite que l'on a dégagés de précédentes opérations faisant intervenir plusieurs organisations; elles compléteront l'assistance fournie par le PNUD, le FIDA et la FAO dans le cadre du Programme conjoint à l'appui de la reconstitution par les communautés des moyens de subsistance dans les zones touchées par le séisme, dans la partie du Cachemire sous administration pakistanaise et dans la province de la Frontière du Nord-Ouest, prévu pour avril 2006.

¹⁴ Nations Unies. 2005. *Pakistan 2005 Earthquake: Early Recovery Framework*. Islamabad.



Coordination

22. Afin de superviser les secours, le Gouvernement a mis sur pied la Commission fédérale des secours qui fait directement rapport au Premier ministre. L'Autorité pour le redressement et le relèvement après le séisme (ERRA) a été créée dans le but de coordonner les travaux de reconstruction et de remise en état des infrastructures endommagées. Dans les provinces, des cellules de crise supervisent les interventions de secours, y compris l'action des unités de protection civile. Dans les districts, les comités de secours et de redressement de district sont responsables de l'identification des besoins et de la coordination des interventions, en collaboration avec les conseils locaux, les *nazims* (représentants du district), les organisations non Gouvernementales (ONG), les Nations Unies et d'autres acteurs. Le système des Nations Unies maintiendra les pôles d'intervention pour organiser les opérations: le Gouvernement, les organisations des Nations Unies, les ONG et les représentants de la société civile se réuniront périodiquement pour partager des informations, planifier des programmes conjoints et suivre la progression vers la réalisation des objectifs.

OBJECTIFS DE L'AIDE DU PAM

23. L'IPSR a pour but d'accroître l'accès aux produits alimentaires et de valoriser le capital humain et d'améliorer les actifs productifs des populations touchées par le séisme dans les zones reculées et fortement exposées à l'insécurité alimentaire. L'intervention visera en premier lieu les femmes vulnérables, les enfants, les orphelins, les personnes âgées et les infirmes appartenant à des communautés qui ont des problèmes d'accès aux produits alimentaires et aux services essentiels, et qui n'auront que difficilement ou tardivement la possibilité de participer aux programmes nationaux de redressement et de reconstruction appuyés par une assistance en espèces.

24. Les objectifs de l'IPSR consistent à:

- protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs, par la satisfaction des besoins alimentaires temporaires des populations sans abri et des rapatriés, et par l'apport de compétences, d'outillage et de matériel qui aient une utilité commerciale (objectif stratégique 2);
- améliorer la nutrition et l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables, grâce à une plus grande disponibilité de la farine de blé produite localement et enrichie (objectif stratégique 3);
- faciliter l'accès à l'éducation et réduire les inégalités entre les sexes dans ce domaine, en assurant l'augmentation ou le maintien de la fréquentation des écoles primaires, la poursuite de la scolarité des filles au collège et la réduction de la faim immédiate en vue d'améliorer les capacités d'apprentissage (objectif stratégique 4);
- renforcer les capacités des districts et des communautés pour qu'ils puissent administrer l'aide alimentaire et les programmes visant à combattre la faim, par des activités conjointes de formation, de planification, d'évaluation et de mise en oeuvre, et par des transferts d'installations, d'outillage et de matériel (objectif stratégique 5).



STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'aide apportée à ce jour dans le domaine de la sécurité alimentaire

25. L'opération d'urgence 10491.0 a permis de fournir 101 521 tonnes d'aide alimentaire d'urgence à 1 million de survivants, soit 43 pour cent des populations qui en avaient besoin, à un coût de 55,8 millions de dollars; l'opération visait les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire des régions montagneuses ne pouvant se rendre par la route aux marchés dans lesquels avaient lieu les distributions de produits alimentaires appuyées par le Gouvernement. Pendant l'hiver, l'opération d'urgence 10491.0 a eu essentiellement recours à des largages par hélicoptère pour maintenir en vie 745 000 personnes bloquées par la neige et les glissements de terrain ou forcées de rester auprès de leurs bêtes.
26. L'aide alimentaire du PAM a également été vitale pour les 250 000 personnes qui sont allées dans des camps; les programmes d'alimentation complémentaire et l'aide apportée par les "quake-jumpers"¹⁵ engagés par le PAM ont sauvé la vie de femmes et d'enfants qu'il n'avait pas été possible de localiser ou de nourrir plus tôt. L'alimentation scolaire d'urgence prévue au titre de l'opération d'urgence a permis de maintenir la fréquentation et a complété les interventions psychosociales. Dans le cadre du programme de pays, l'aide alimentaire fournie dans les centres de santé maternelle et infantile (SMI) appuyés par le PAM a évité une hausse supplémentaire des taux de malnutrition.

Schéma de stratégie

27. L'IPSR proposée appuiera les plans Gouvernementaux visant à remettre en état les infrastructures agricoles, à reconstituer et à diversifier les moyens de subsistance, à maintenir la fréquentation scolaire et à améliorer l'état de santé et la nutrition des enfants et des autres survivants vulnérables; les coûts seront réduits car l'IPSR mettra à profit les bureaux auxiliaires, les véhicules, le matériel et les fournitures déjà déployés dans le cadre de l'opération d'urgence. L'IPSR vise les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire dans les zones reculées d'altitude où il existait un phénomène de malnutrition chronique et aiguë avant le séisme, et où l'insécurité alimentaire s'est aggravée des suites de la catastrophe.
28. L'IPSR 10504.0 aura une durée de deux ans. Le volume de l'aide alimentaire sera initialement fixé à 56 pour cent du volume de l'aide fournie au titre de l'opération d'urgence, et diminuera au fur et à mesure que les résultats escomptés seront atteints, que l'accès aux produits alimentaires sera rétabli, et que les programmes nationaux de redressement appuyés par une assistance en espèces seront élargis aux régions d'altitude.
29. L'IPSR 10504.0 a deux composantes: i) les secours, qui consisteront à apporter une aide alimentaire aux populations des camps de manière à leur permettre de rentrer, de se réinstaller et de reconstruire leur foyer; l'aide sera élargie aux ménages dirigés par une femme, aux orphelins et aux personnes handicapées et âgées qui sont dans l'incapacité de fournir un travail en échange d'espèces ou de produits alimentaires; et ii) le redressement,

¹⁵ Le PAM a parachuté des alpinistes locaux et des connaisseurs de la montagne dans les zones d'altitude afin de repérer les groupes isolés et bloqués, de notifier leur position et d'organiser des largages aériens de produits alimentaires; ces intervenants ont également canalisé la foule dans les aires d'atterrissage des hélicoptères et ont aidé à distribuer les produits alimentaires. Ils ont incontestablement sauvé un grand nombre de vies.



qui se décline en trois sous-composantes: la reconstitution des moyens de subsistance et la création d'actifs à l'échelle des communautés et des ménages; l'enrichissement de la farine de blé en vue d'améliorer la santé publique; et l'alimentation scolaire.

Secours

⇒ *Aide aux rapatriés*

30. Il est prévu de porter secours pendant sept mois à environ 180 000 personnes déplacées et sans abri, en aidant en priorité les personnes frappées d'invalidité, les ménages dirigés par une femme, les familles n'ayant guère de perspectives d'emploi et caractérisées par de forts ratios de dépendance, les personnes âgées et les orphelins. Les secours pourront durer un an en tout ou le temps que les bénéficiaires aient reconstruit leur maison et reconstitué leurs moyens de subsistance; si des solutions durables sont mises en œuvre plus tôt que prévu, les ressources seront réaffectées à des activités VPF et vivres pour la création d'actifs (VCA).

Redressement

⇒ *Infrastructures communautaires*

31. En 2006, 82 000 personnes recevront des rations familiales pouvant nourrir jusqu'à six personnes, ce qui porte le total à 490 000 bénéficiaires, pour rétribuer le travail fourni dans le cadre des activités VCT pendant sept mois ou jusqu'à la récolte dite de *kharif* (maïs et riz) au mois d'octobre. L'aide permettra aux ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire de garder des liquidités en vue de la reconstruction de leur maison, et d'assigner aux membres de la famille qui sont sans emploi des tâches prioritaires telles que le déblaiement des routes de desserte des marchés et la remise en état des remblais le long des rivières et des routes, des canaux d'irrigation et des systèmes d'adduction d'eau par gravité.
32. Les activités VCT seront menées en collaboration avec les autorités provinciales responsables du développement local et rural et les Ministères de l'agriculture et des forêts. Elles ne perturberont pas l'agriculture car elles seront exécutées pendant la période de soudure qui précède la récolte, quand les conditions météorologiques sont favorables et que les besoins alimentaires augmentent. Il est peu probable que la production céréalière soit relancée dans les zones d'altitude visées avant la récolte d'octobre 2006, si bien que la fourniture de farine de blé et de rations de riz ne devrait pas avoir d'effets dissuasifs sur la reprise de l'agriculture. L'aide alimentaire sera autociblée, c'est-à-dire qu'elle présentera un intérêt uniquement pour les membres des ménages qui n'ont pas la possibilité de trouver un emploi rémunéré et qui ont besoin d'aliments.

⇒ *Constitution de moyens de subsistance*

33. En 2007, 32 600 hommes et femmes participeront à des actions de formation et de création d'actifs/de moyens de subsistance afin d'acquérir des compétences et de produire des briques encastrables comprimées, du granulats, de jeunes plantes et d'autres produits pour lesquels il existe une demande sur le marché, et s'assurer ainsi une autre source de revenus durables. Les activités s'adresseront en premier lieu aux ménages: i) pour lesquels l'agriculture est la principale source de revenus; ii) qui ont peu d'animaux et moins de 0,7 hectare de terres cultivables; iii) obtiennent des rendements agricoles inférieurs à



1 tonne par hectare; et iv) ont des revenus limités qui sont soumis aux aléas météorologiques et aux fluctuations de l'offre et du prix des intrants agricoles. Il y aura deux activités principales: la production de granulats et de blocs de pierre pour la construction, et la création de pépinières familiales et communautaires.

⇒ *Production de matériaux pour la reconstruction*

34. Les dégâts et les destructions ont été d'une telle ampleur que la demande de matériaux de construction va au-delà des capacités nationales de production. Les participants recevront immédiatement et pendant trois mois une formation pratique à la création de microentreprises, des cours d'alphabétisation fonctionnelle et de calcul, et une formation à la production de blocs de matériau encastrables et de granulats sur des machines peu coûteuses, conçues et produites localement conformément aux normes du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et de l'ERRA pour la construction de logements, d'abris pour le bétail et de murs de protection qui soient à l'épreuve des séismes. Une microentreprise indépendante pourra, avec une seule de ces machines, produire 800 blocs par poste et faire travailler en moyenne 12 personnes par jour.
35. Au cours des trois premiers mois, les participants seront formés, ils livreront les 20 000 blocs¹⁶ qui leur sont demandés pour "rembourser" leur machine et ils constitueront des stocks de blocs destinés à la vente, tandis qu'il sera procédé au déblaiement des routes et au versement des indemnités pour la reconstruction. Les blocs de matériau mis à la disposition du projet seront utilisés sur les chantiers de reconstruction des infrastructures communautaires appuyés par des activités VCT. Les matériaux immédiatement disponibles sur place seront employés pour produire des blocs offrant une bonne isolation à la chaleur et au froid, qui seront durcis sans combustion ou nuisance pour l'environnement et conçus de façon à rester solidaires et à coulisser les uns par rapport aux autres en cas d'activité sismique, pour une meilleure résistance aux séismes.

⇒ *Création de pépinières*

36. Le séisme et ses répliques ont provoqué des glissements de terrain et ont accru l'instabilité et l'érosion des sols sur 30 000 kilomètres carrés de relief montagneux; des dégâts supplémentaires risquent de se produire en l'absence de mesures correctives de gestion des bassins versants et de lutte contre l'érosion. Il n'y a pas suffisamment de matériel végétal pour pouvoir reboiser et réaliser les programmes de restauration des bassins versants prévus à partir d'avril 2006. Une formation accompagnée d'une aide alimentaire sera dispensée dans le domaine de la création de pépinières familiales et communautaires, qui couvrira les aspects relatifs à la préparation des sols, la multiplication des semences, l'entretien et la commercialisation, de façon à accroître l'offre tout en permettant aux petits exploitants précarisés d'obtenir d'autres revenus sur un mode durable.
37. Au titre de cette composante, les petits exploitants confrontés à l'insécurité alimentaire recevront des serres résistantes aux intempéries qui auront été fabriquées localement; ces serres peuvent produire 2 000 jeunes plantes au rythme de trois rotations par an et, dans la perspective d'améliorer la sécurité alimentaire, des denrées de grande valeur: abricots, pommes, prunes, pêches, noix, pistaches, *karam* (épinards), navets, radis et oignons. Des serres de plus grande dimension ayant une capacité de 30 000 unités seront fournies aux

¹⁶ L'équivalent d'un mois de production, ou d'une production moyenne de 800 blocs par jour pendant 25 jours.



communautés et aux associations de femmes, qui recevront une formation pendant trois mois et une aide alimentaire pendant six à sept mois, ou le temps de deux récoltes; on y fera pousser des variétés de pins et d'arbres fruitiers ou d'arbres à fruits à coque qui seront vendus au Ministère des forêts, à des ONG et à trois entreprises multinationales au moins intervenant dans le cadre de programmes de reboisement à grande échelle, ainsi que des plantes non comestibles faisant des racines profondes qui seront plantées par semis aériens à flanc de montagne sur les pentes sujettes aux éboulements. En échange des serres, de l'aide alimentaire et de la formation, il sera demandé aux participants de reverser au projet 25 pour cent de leur première récolte; le matériel végétal ainsi obtenu sera mis à profit dans le cadre des actions de reboisement et de lutte contre l'érosion appuyées par des activités VCT.

38. Au terme de la formation et de la deuxième récolte¹⁷, l'aide alimentaire cessera et les pépinières familiales et communautaires fonctionneront comme des entreprises indépendantes. Le travail de plantation, l'entretien et les coûts connexes seront pris en charge par les particuliers et les organismes qui s'approvisionnent auprès des pépinières. On s'attend à ce que les bénéficiaires gardent pour eux certains arbres fruitiers et certains arbres à fruits à coques pour compléter la production vivrière, ce qui sera bénéfique pour le régime alimentaire traditionnel, pauvre en vitamines C et A en particulier, et en vitamines et en minéraux de façon générale.

⇒ *Aide aux élèves des écoles maternelles et primaires*

39. Des rations sèches composées de biscuits et de dattes seront fournies dans les écoles aux garçons et aux filles des cinq niveaux d'études primaires et des *katchi* (les classes qui précèdent l'école primaire et qui accueillent les frères et sœurs des écoliers du primaire du même établissement) afin d'améliorer le développement cognitif, de réduire la faim immédiate et de maintenir la fréquentation et l'assiduité en hiver et en été. Sous réserve que des ressources en espèces soient disponibles, des biscuits à forte teneur énergétique seront achetés dans le pays pour soutenir l'économie locale.
40. L'alimentation scolaire visera les zones caractérisées par: i) de faibles taux de fréquentation/assiduité et un fort taux d'analphabétisme; ii) des difficultés d'accès/un trajet particulièrement long jusqu'à l'école; et iii) des taux relativement élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition.
41. Pendant la phase aiguë de la crise, la fréquentation et l'assiduité scolaires dans les camps ont grimpé à un niveau sans précédent de 100 pour cent. L'objectif consistant à atteindre 450 000 bénéficiaires en 2006 et 525 000 en 2007 dans le cadre de l'IPSR a été calculé d'après les objectifs que s'est fixés le Gouvernement, à savoir maintenir jusqu'à l'automne 2006 les taux de fréquentation et d'assiduité aux niveaux qui étaient les leurs avant le séisme, puis relever le taux de fréquentation de 15 pour cent en 2007. Au terme des deux ans que durera l'IPSR, les activités d'alimentation scolaire devraient reprendre au titre du programme de pays qui fera l'objet d'une révision budgétaire.

⇒ *Rations à emporter pour les collégiennes*

42. Les filles qui entreront au collège et seront assidues recevront une ration à emporter d'huile végétale enrichie en vitamine A. La ration fournie à titre incitatif contribuera à la

¹⁷ L'équivalent d'un taux de survie de 70 pour cent ou plus pour la majorité des espèces après quatre mois de croissance.



réalisation de l'objectif stratégique du Gouvernement consistant à relever les taux d'inscription des filles en milieu rural de 15 pour cent par rapport aux taux antérieurs au séisme d'ici à la fin 2006. Au Kohistan et dans certaines régions du Batagram, les taux d'alphabétisation ne dépassent pas 6 pour cent parmi les filles. L'aide apportée pendant toute la durée de l'IPSR visera 31 500 filles en 2006, 36 000 en 2007 et 18 000 en 2008.

⇒ *Interventions sanitaires*

43. Des comprimés de déparasitage et des notions de santé et d'hygiène seront distribués et dispensés par l'Organisation mondiale de la santé et administrés par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); ces activités mettront à profit les registres de présence et les systèmes de distribution établis dans le cadre de l'alimentation scolaire. Chacun des enfants qui recevra une ration sur place ou à emporter suivra généralement un traitement de déparasitage à deux reprises, selon l'intensité des helminthiases transmises par le sol aux enfants en âge d'aller à l'école primaire.

⇒ *Enrichissement de la farine pour améliorer la santé publique*

44. Le PAM pratique depuis plusieurs années l'enrichissement de la farine de blé au Pakistan pour ses opérations dans le pays voisin, l'Afghanistan. Dans le cadre de l'IPSR, le PAM et des spécialistes des micronutriments aideront les autorités à installer des dispensateurs de micronutriments dans les huit plus grandes meuneries à rouleaux de la province de la Frontière du Nord-Ouest et dans la partie du Cachemire sous administration pakistanaise; ils fourniront des prémélanges et dispenseront une formation pendant un an, le temps que les techniques d'enrichissement soient parfaitement assimilées et que les meuneries commerciales soient capables d'importer et de prémélanger les micronutriments selon des modalités à la fois économiques et conformes aux normes Gouvernementales.

Stratégie de retrait

45. Compte tenu de l'ampleur des dégâts provoqués par le tremblement de terre, le Gouvernement fait appel à l'aide extérieure pour assurer les secours et le relèvement. Les financements annoncés par les donateurs aux fins des secours et de la reconstruction s'élèvent à 5,8 milliards de dollars, répartis comme suit: 33 pour cent sous la forme de dons et 67 pour cent sous la forme de prêts; une fois qu'ils seront effectivement versés, ces fonds contribueront à la création d'emplois rémunérés et à l'expansion du secteur privé. Or, en raison des contraintes logistiques, les investissements se concentreront initialement dans les principaux centres de population des basses terres; en attendant le dégagement des routes et la généralisation à l'ensemble du territoire des programmes nationaux de redressement, il est essentiel d'apporter une aide alimentaire dans les zones d'altitude sinistrées qui sont reculées et confrontées de longue date à l'insécurité alimentaire.
46. Toutes les activités programmées dans le cadre de l'IPSR proposée se caractérisent par un démarrage rapide, une courte durée et un impact important. Les activités VCT prévues sur les chantiers prioritaires devront être achevées en 2006 de façon à remettre en état les infrastructures agricoles et commerciales qui seront indispensables à la production vivrière et à la protection du bétail en 2007. Il n'est pas prévu de s'écarter de ce calendrier; le Gouvernement s'est engagé à fournir un appui technique et matériel au maximum de ses possibilités. Des évaluations des besoins aux fins du suivi et une surveillance des marchés et des programmes Gouvernementaux de protection sociale permettront d'affiner le ciblage et de déterminer les zones rurales dans lesquelles la situation de la production agricole, de la sécurité alimentaire et des marchés justifie un retrait anticipé de l'aide alimentaire.



47. En 2007, l'aide alimentaire visera un nombre limité de ménages toujours privés d'emploi rémunéré et nécessitant des produits alimentaires: il s'agira des ménages les plus vulnérables, dont les terres et les capacités de faire face ne sont pas suffisantes pour leur permettre d'accroître leurs revenus en l'absence de formation et d'une diversification de leurs compétences et de leur base de revenus. Les programmes de formation et de création d'actifs appuyés par une aide alimentaire fourniront une formation pendant trois mois et une aide alimentaire pendant six mois; au fur et à mesure que les participants auront achevé leur formation et qu'ils pourront se prendre en charge, d'autres seront accueillis. Les activités d'alimentation scolaire menées au titre de l'IPSR seront intégrées dans le programme de pays aux termes de la révision budgétaire de 2008.
48. Le PAM se désengagera progressivement à mesure que les activités économiques se développeront et que la sécurité alimentaire s'améliorera. Les interventions d'aide alimentaire feront l'objet d'un examen deux fois par an, ou à une plus grande fréquence selon que de besoin, qui sera effectué en coopération avec le Gouvernement et d'autres partenaires dans le but de déterminer les niveaux de production vivrière et de consommation alimentaire. L'aide alimentaire sera interrompue là où elle n'est plus nécessaire.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

49. L'IPSR visera les populations qui ont perdu leur maison, leur bétail et leurs terrains agricoles, qui ne peuvent pas compter sur des transferts de fonds ou d'autres formes d'entraide familiale, et qui sont les plus exposées à l'insécurité alimentaire; ces populations vivent dans les régions montagneuses des districts de Bagh, de Neelum et de Muzaffarabad dans la partie du Cachemire sous administration pakistanaise et des districts de Battagram, de Manshera, de Shangla et de Kohistan dans la province de la Frontière du Nord-Ouest. Le Tableau 1 indique le nombre de bénéficiaires par catégorie d'intervention.

TABLEAU 1. NOMBRE TOTAL DE BÉNÉFICIAIRES PAR CATÉGORIE D'INTERVENTION			
Catégorie d'intervention	2006	2007	2008
Aide aux rapatriés	180 000	0	0
Reconstitution des moyens de subsistance	490 000	196 000	0
Appui à l'éducation (sur place) dans les écoles maternelles	148 000	173 000	77 000
Appui à l'éducation (sur place) dans les écoles primaires	302 000	352 000	148 000
Appui à l'éducation (rations à emporter) pour les élèves des collèges	189 000	216 000	108 000
Total	1 309 000¹⁸	937 000	333 000

¹⁸ Le nombre effectif de bénéficiaires est estimé à 989 500 en 2006 si l'on exclut les bénéficiaires visés par plusieurs activités.



APPORTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

50. Dans les zones rurales de la partie du Cachemire sous administration pakistanaise et dans la province de la Frontière du Nord-Ouest, le blé, le maïs et le riz se consomment accompagnés de légumes. Il y a peu d'apports en nutriments tels que la vitamine A, le fer et le zinc à partir de sources végétales, car l'alimentation est peu variée et contient beaucoup de phytate et de fibres qui réduisent l'absorption des vitamines et des minéraux. On a constaté des carences en iode dans la partie du Cachemire sous administration pakistanaise, et de nombreux cas de goitre. Les jeunes enfants sont les plus sujets aux carences en micronutriments car leur organisme a des besoins énergétiques plus importants; ils interviennent peu dans le choix des aliments, manquent de compléments nutritifs et tombent souvent malades en raison des problèmes d'hygiène et d'assainissement. Le bois de feu est généralement utilisé pour la cuisson; il faut aller puiser l'eau dans les courants, ce qui impose aux femmes de longues heures de marche.
51. Pour résoudre le problème bien réel des carences en micronutriments, l'assortiment alimentaire proposé se composera de farine de blé, de riz, de sel iodé, de légumineuses et d'huile. Du riz a été inclus à l'intention des populations rapatriées, car il est facile à préparer et réclame moins de bois pour la cuisson. On a donné la préférence aux biscuits enrichis dans le cadre de l'alimentation scolaire car les écoles ne sont pas équipées pour la préparation des repas.
52. La farine de blé sera moulue et enrichie localement à partir d'un prémélange contenant de la vitamine A, de l'acide folique et du fer; l'huile végétale est enrichie en vitamines A et D; les biscuits sont enrichis en vitamines A, B1, B2 et C et en niacine, acide folique, calcium, fer et zinc. Le sel iodé peut être obtenu en quantités suffisantes dans le pays.
53. Le Tableau 2 indique la composition de l'assortiment alimentaire et les rations par personne.

Catégorie d'intervention	Blé	Riz	Légumi- neuses	Huile	Sel	Biscuits	Dattes	Kcal
Aide aux rapatriés	225	225	50	30	5	0	0	2 008
Reconstitution des moyens de subsistance	450	0	50	30	5	0	0	2 001
Appui à l'éducation (sur place)	0	0	0	0	0	75	20	500
Appui à l'éducation (rations à emporter)				3 700/mois				



54. Le Tableau 3 indique les besoins alimentaires totaux des bénéficiaires pendant 24 mois.

TABLEAU 3. BESOINS TOTAUX DE PRODUITS ALIMENTAIRES (tonnes)										
Catégorie d'intervention	Année	Nombre moyen de jours d'alimentation par an	Blé*	Riz	Légumineuses	Huile	Sel iodé	Dattes	Biscuits	Total
Aide aux rapatriés	I	210	8 718	8 505	1 890	1 134	189	0	0	20 436
Reconstitution des moyens de subsistance	I	210	47 463	0	5 145	3 087	515	0	0	56 210
	II	120	10 849	0	1 176	706	118	0	0	12 849
Appui à l'éducation (sur place)	I	156	0	0	0	0	0	1 794	6 728	8 522
	II	234	0	0	0	0	0	2 457	9 214	11 671
	III	78	0	0	0	0	0	351	1 316	1 667
Appui à l'éducation (rations à emporter)	I	Non disponible	0	0	0	894	0	0	0	894
	II	Non disponible	0	0	0	1 199	0	0	0	1 199
	III	Non disponible	0	0	0	200	0	0	0	200
TOTAL			67 030	8 505	8 211	7 220	822	4 602	17 258	113 648

* Les quantités de blé tiennent compte de la conversion à un taux d'extraction de 97,5 pour cent.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

55. L'exécution de l'IPSR sera placée sous l'autorité générale de l'ERRA; la direction technique sera assurée par les Ministères de l'alimentation et de l'agriculture, de la santé et de l'éducation. Les actions prioritaires ont été définies par les communautés, qui resteront associées à la conception, à l'exécution et à l'évaluation du projet. Les activités doivent: i) être conformes à la stratégie Gouvernementale en faveur du redressement et de la reconstruction; ii) respecter les normes établies par les ministères techniques et l'ERRA; et iii) être approuvées par les conseils locaux et les autorités de district. Les activités doivent en outre recevoir l'aval du Comité d'approbation des projets du PAM, qui veillera à ce qu'elles correspondent aux politiques et aux procédures du PAM relatives au rôle, à l'intérêt et à l'avantage comparatif de l'aide alimentaire; aux Engagements renforcés en faveur des femmes; aux impératifs de participation et de maîtrise par la communauté, de bon rapport coût-efficacité et d'absence d'effets dissuasifs.

56. Pour éviter la superposition de structures parallèles et réduire les coûts opérationnels, le PAM mettra en commun les ressources de son bureau de liaison en Afghanistan et de ses bureaux de pays au Pakistan à Islamabad, et ses plateformes logistiques à Peshawar et Karachi. Le PAM fermera quatre des sept bureaux auxiliaires établis dans le cadre de l'opération d'urgence pour n'en conserver que trois, à Bagh, Batagram et Muzaffarabad; il y regroupera et partagera ses bureaux, ses résidences et ses installations avec d'autres organisations afin d'obtenir un meilleur rapport coût-efficacité. Les véhicules, les ordinateurs, les unités d'entreposage et d'autres équipements et installations qui avaient été



financés au titre de l'opération d'urgence seront transférés à l'IPSR afin de réaliser des économies supplémentaires.

57. Les aspects techniques et l'organisation des interventions seront décidés en concertation avec les Ministères des forêts, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, et du développement local et rural. Les activités seront intégrées dans les programmes annuels de développement afin de mobiliser l'appui financier et technique nécessaire. L'aide alimentaire fournie aux rapatriés sera administrée avec la Commission fédérale des secours, les forces armées pakistanaises et les autorités de district. Le PAM contribuera à la remise en état des infrastructures agricoles et à l'amélioration de la sécurité alimentaire, avec l'appui technique et les contributions matérielles de la FAO, du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture et de plusieurs mécanismes de financement bilatéraux et multilatéraux. Des consultations ont été engagées avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour perfectionner les critères de ciblage qui seront appliqués aux programmes de reconstitution des moyens de subsistance. Dans le domaine de l'appui à l'éducation, l'alimentation scolaire complétera l'action de l'UNICEF et du Ministère de l'éducation pour que les enfants poursuivent leur scolarité à leur retour dans les régions d'altitude.
58. Plusieurs ONG locales et internationales ont confirmé qu'elles étaient disposées à mener des activités en partenariat avec le PAM et le Gouvernement, sous réserve de l'approbation de l'IPSR. Le PAM recherchera une collaboration uniquement avec les organisations qui sont prêtes à apporter des connaissances spécialisées et des fonds de contrepartie et à partager les risques. Il faudra en outre que les partenaires coopérants s'engagent à respecter les principes de neutralité, d'impartialité et de transparence qui sont ceux des Nations Unies; ils devront rendre compte avec exactitude et dans les délais impartis de la progression des distributions et de l'exécution du projet. L'établissement des accords relatifs à l'exécution et des budgets sera fait d'après les dépenses effectivement encourues dans le cadre d'activités analogues menées au titre de l'opération d'urgence ou du programme de pays, ou par voie d'appel à la concurrence.

Articles non alimentaires

59. Le PAM fournira de l'outillage et du matériel en vue de la construction des routes, de la création de pépinières, de la remise en état des dispositifs d'irrigation et de la production de matériaux de construction; il organisera la formation des participants aux activités VPF et VCT. Le PAM installera des injecteurs de micronutriments dans les meuneries locales et importera des prémélanges en vue de l'enrichissement de la farine de blé; l'Initiative micronutriments prendra en charge la formation et la fourniture de matériel de laboratoire aux fins du contrôle de la qualité; tous les coûts induits ont été inclus dans la catégorie des autres coûts opérationnels directs. Le PAM établira des contacts avec d'autres donateurs dans le pays de manière à obtenir des contributions supplémentaires autres qu'alimentaires, et s'attachera à obtenir des autorités des provinces et des districts un financement annuel des activités.

Organisation logistique

60. Les produits alimentaires seront achetés localement si cela permet de réaliser des économies ou expédiés par Karachi et Port Qasim. Les transporteurs désignés par le PAM achemineront les produits de Karachi jusqu'aux entrepôts du PAM qui seront installés à proximité des districts sinistrés. Le PAM administrera des sites temporaires d'entreposage non loin des points de distribution finale (PDF) à Batagram, Muzaffarabad et Bagh; en effet, certaines zones des districts touchés ont un relief accidenté et un climat rigoureux,



surtout en hiver, d'où la nécessité de prépositionner à temps les produits alimentaires. Des produits seront entreposés en vrac et à plus long terme à Peshawar.

61. Des camions du PAM et des camions commerciaux achemineront les produits alimentaires des points de livraison avancés (PLA) jusqu'aux PDF, qui se trouveront le plus près possible des bénéficiaires de façon à faciliter la collecte des produits, notamment pour les femmes. En fonction du relief, on aura également recours à des véhicules tous terrains et à des animaux de bât.
62. Le système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS) est en place à Islamabad, Karachi et Peshawar et sera mis en service dans les bureaux auxiliaires pour que le PAM puisse assurer le suivi des produits jusqu'à leur remise aux bénéficiaires.
63. Le PAM continuera de coordonner son action et de collaborer avec les autorités portuaires, les instances fédérales et provinciales responsables des secours et le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage concernant les achats de blé, les procédures d'entreposage, la sous-traitance du transport, les taxes de transport et le suivi des produits.
64. Les céréales seront achetées sur place, à condition de disposer des liquidités nécessaires, et seront transportées par le PAM depuis les entrepôts Gouvernementaux prévus à cet effet jusqu'aux entrepôts du PAM ou aux meuneries sélectionnées pour assurer la mouture et l'enrichissement. D'autres produits achetés localement, tels que les légumineuses et le sel iodé, seront acheminés par le PAM directement aux PLA.

SUIVI DES RÉSULTATS

65. Le PAM et ses partenaires procéderont à la collecte et à l'analyse des données relatives aux résultats à court terme et aux résultats à plus long terme. Le suivi des résultats sera effectué tel que récapitulé à l'annexe III. Les données seront recueillies selon que de besoin pour affiner le ciblage et identifier les problèmes, et seront présentées sous leur forme définitive en février 2006 après avoir été confrontées aux données d'expérience de l'opération d'urgence qui a précédé l'IPSR et aux données de référence en suivant les méthodologies des enquêtes en cours. Le système de suivi et évaluation, qui tirera pleinement parti des capacités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) mises en place dans le cadre d'opérations antérieures et du programme de pays en cours, pourra compter sur le renfort de Volontaires des Nations Unies; des financements à cet effet ont été confirmés pour une durée d'un an, sous réserve de l'approbation de l'IPSR.
66. Des listes récapitulatives des résultats à court terme et des indicateurs opérationnels seront rassemblées chaque mois par les partenaires coopérants et seront vérifiées par le personnel du PAM sur le terrain. Des évaluations faisant intervenir plusieurs organisations seront menées tous les six mois de façon à réorienter les programmes s'il y a lieu et à tirer avantage d'éventuelles contributions complémentaires.
67. Le système de suivi et évaluation intégrera les principes et les procédures de la gestion axée sur les résultats. L'unité ACV procédera à des évaluations périodiques afin de déterminer le niveau de l'insécurité alimentaire dans les districts sinistrés, et réunira des données secondaires sur la sécurité alimentaire extrapolées à partir des moyens de subsistance. Elle réalisera par ailleurs un suivi des cours des produits et des informations sur l'activité commerciale, ce qui avait été préconisé à l'issue de l'évaluation des marchés effectuée par le PAM en décembre 2005.



ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANS D'URGENCE

Évaluation des risques

68. Le risque existe que les annonces de contributions aux fins du redressement et de la reconstruction prennent beaucoup de temps à se matérialiser sous la forme de contributions fermes, d'où un manque de matériel et de matériaux dans l'intervalle; par ailleurs, de mauvaises conditions météorologiques ou une reprise de l'activité sismique pourraient réduire l'impact des interventions programmées ou exiger une nouvelle aide d'urgence.

Plans d'urgence

69. Le Pakistan demeure exposé de manière récurrente aux catastrophes naturelles. Le PAM travaille avec le PNUD et la FAO dans le domaine de l'alerte rapide. En cas de crise, les activités VCT et VPF seront suspendues et les ressources ainsi dégagées seront utilisées dans le cadre des secours en attendant qu'une opération d'urgence puisse être préparée; de telles dispositions ne sauraient être envisagées qu'à la suite d'une évaluation des besoins faisant intervenir plusieurs organisations et à la demande du Gouvernement.

SÉCURITÉ

70. Dans la plupart des zones d'intervention, la situation est incertaine et va vraisemblablement se dégrader, avec des va-et-vient entre les phases de sécurité 1 et 2 des Nations Unies. Le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies et l'équipe de coordination du dispositif de sécurité organisent la sécurité; les administrateurs du PAM chargés de la sécurité sur le terrain conseillent le personnel, organisent des sessions de sensibilisation aux problèmes de sécurité, et garantissent que les bureaux, les lieux d'hébergement, les entrepôts et les véhicules sont conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle. Les bureaux et les véhicules devront être adaptés au relief montagneux et aux intempéries.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars E.-U.)
COÛTS			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits *			
– Blé	67 030	153 00	10 255 590
– Riz	8 505	240 00	2 041 200
– Légumineuses	8 211	297 51	2 442 855
– Huile végétale	7 220	950 00	6 859 000
– Sel	822	80 00	65 760
– Dattes	4 602	600 00	2 761 200
– Biscuits	17 258	840 00	14 496 720
Total, produits	113 648		38 922 325
Transport extérieur			4 440 227
Total, TTEM			10 682 912
Autres coûts opérationnels directs			3 206 202
Total, coûts opérationnels directs			57 251 666
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)			6 181 400
C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent du total des coûts directs)			4 440 315
TOTAL, COÛTS POUR LE PAM			67 873 381

* Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif à des fins budgétaires et d'approbation. Sa composition peut varier en fonction des disponibilités.



ANNEXE II

BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars E.-U.)	
Personnel	
Personnel international du cadre organique	1 883 400
Personnel national du cadre organique	864 000
Personnel national des services généraux	1 500 000
Assistance temporaire	56 000
Heures supplémentaires	45 000
Consultants internationaux	48 000
Voyages officiels du personnel	400 000
Formation et perfectionnement du personnel	40 000
Total partiel	4 836 400
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location de locaux	198 000
Charges locatives	148 200
Fournitures de bureau	62 600
Technologies de l'information et des communications	434 400
Assurance	20 000
Réparation et entretien du matériel	30 400
Entretien des véhicules et coûts d'exploitation	149 800
Autres dépenses de bureau	221 200
Services des organisations des Nations Unies	80 400
Total partiel	1 345 000
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	6 181 400



ANNEXE III: MATRICE DU CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR PAKISTAN 10504.0

Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Impact</p> <p>1. Contribuer à la constitution de moyens de subsistance et à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages parmi les populations pauvres et vulnérables au lendemain du séisme.</p> <p>2. Améliorer l'accès à l'éducation et contribuer à promouvoir la scolarisation des garçons et des filles, et faciliter la reprise de la scolarité après le séisme.</p> <p>3. Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des populations sinistrées.</p>		
<p>1. Objectif stratégique 2: Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs</p>		
<p>Résultats</p> <p>1.1 Les communautés et les ménages vulnérables visés par l'intervention sont de plus en plus aptes à subvenir à leurs besoins alimentaires.</p> <p>1.2 Les ménages et les individus vulnérables visés par l'intervention mènent des activités génératrices de revenus plus intenses et diversifiées.</p> <p>1.3 Les groupes/communautés vulnérables sont capables d'obtenir et de conserver des actifs matériels, sociaux et économiques.</p>	<p>1. Part des dépenses des bénéficiaires consacrées aux produits alimentaires.</p> <p>2. Proportion de bénéficiaires qui participent à des activités génératrices de revenus.</p> <p>3. Nombre de ménages qui utilisent et tirent avantage des actifs.</p> <p>4. Proportion de bénéficiaires qui ont des moyens de subsistance accrus.</p>	<p>1. Engagement des communautés et des autorités locales à participer à la planification, à la constitution et au maintien des actifs créés.</p>
<p>Produits</p> <p>1.1 Les 81 000 bénéficiaires visés participent aux activités de création d'actifs et de revenus appuyées par une aide alimentaire.</p> <p>1.2 Les produits alimentaires et les articles non alimentaires sont fournis en quantités suffisantes et en temps utile aux 30 000 bénéficiaires visés au titre des secours et aux 81 000 bénéficiaires visés au titre du redressement dans les régions sinistrées de la partie du Cachemire sous administration pakistanaise et dans la province de la Frontière du Nord-Ouest.</p>	<p>1. Nombre de bénéficiaires participant aux programmes de protection sociale et aux activités de création d'actifs et de revenus appuyées par une aide alimentaire, par sexe.</p> <p>2. Nombre d'hommes et de femmes qui achèvent leur formation à la création de revenus et qui reçoivent des lots de produits alimentaires à titre incitatif.</p> <p>3. Nombre de sessions et type de formation à la création de revenus.</p> <p>4. Nombre de pépinières créées.</p> <p>5. Nombre de blocs produits.</p>	<p>1. Conditions météorologiques favorables.</p> <p>2. Matérialisation des contributions des partenaires: formation, ateliers, intrants.</p> <p>3. Bonne volonté de la part de la communauté.</p> <p>4. Formulation et appui des politiques.</p>



ANNEXE III: MATRICE DU CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR PAKISTAN 10504.0

Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
2. Objectif stratégique 3: Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables		
Résultats		
2.1 Amélioration de l'état de santé de la population.	1. Diminution des carences en micronutriments.	L'enrichissement des céréales permettra d'améliorer la nutrition.
Produits		
2.1 Participation accrue des populations visées aux interventions nutritionnelles appuyées par une aide alimentaire.	1. Pourcentage d'aliments enrichis en micronutriments fournis au titre des interventions nutritionnelles appuyées par le PAM. 2. Nombre de personnes recevant du blé enrichi. 3. Quantité d'aliments enrichis.	Disponibilité et offre de micronutriments.
3. Objectif stratégique 4: Faciliter l'accès à l'éducation et réduire les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle		
Résultats		
3.1 Augmentation du nombre de garçons et de filles inscrites dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM.	1. Taux d'inscription: nombre de filles et de garçons inscrits dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM.	1. Les retours s'effectuent dans les proportions prévues et la scolarisation se fait aux niveaux prévus.
3.2 Amélioration de l'assiduité.	2. Taux d'assiduité: pourcentage de filles et de garçons dans les écoles appuyées par le PAM qui assistent à 80 pour cent des cours pendant l'année scolaire.	2. Le taux d'assiduité fera l'objet d'un suivi et de comptes rendus.
3.3 Baisse des abandons dans les écoles appuyées par le PAM.		3. La perception qu'ont les enseignants de la capacité des enfants de se concentrer et d'apprendre à l'école grâce aux collations matinales est conforme aux effets que produit effectivement l'aide alimentaire.



ANNEXE III: MATRICE DU CADRE LOGIQUE POUR L'IPSR PAKISTAN 10504.0

Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Produits</p> <p>a. Fourniture de produits alimentaires aux enfants des écoles primaires appuyées par le PAM; ration à consommer sur place.</p> <p>b. Fourniture de produits alimentaires aux filles des collèges appuyés par le PAM; ration à emporter.</p> <p>c. Fourniture de produits alimentaires au titre des activités VCT liées à l'éducation.</p>	<p>1. Nombre de garçons et de filles recevant des collations en milieu de matinée dans les écoles primaires appuyées par le PAM.</p> <p>2. Nombre de filles recevant des rations à emporter dans les collèges.</p> <p>3. Quantité de produits alimentaires distribués.</p>	<p>1. Il y a suffisamment d'écoles reconstruites et d'abris temporaires tenant lieu d'école.</p> <p>2. Des fournitures scolaires, des manuels, du matériel et des matériaux sont fournis par d'autres partenaires pour améliorer la qualité de l'éducation.</p> <p>3. Il y a suffisamment d'enseignants remplaçants ou stagiaires pour assurer l'enseignement, surtout celui des filles.</p> <p>4. L'intérêt qu'ont les femmes pour les cours d'alphabétisation est conforme aux prévisions.</p> <p>5. Les hommes adultes rentrent dans les zones cibles dans les proportions attendues, ce qui fait qu'il y a suffisamment de main-d'œuvre localement.</p>
<p>4. Objectif stratégique 5: Renforcer les capacités nationales et régionales d'établir et de gérer des programmes d'aide alimentaire</p>		
<p>Résultat</p> <p>4.1 Capacité accrue d'identifier les besoins alimentaires, de formuler des stratégies et de mener à bien des programmes appuyés par une aide alimentaire.</p>	<p>1. Nombre de partenaires coopérants et de communautés travaillant avec le PAM.</p>	<p>Capacité des partenaires coopérants de recruter et de conserver du personnel compétent.</p>



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
COMPAS	Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits
ERRA	Autorité pour le redressement et le relèvement après le séisme
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
ODC	Bureau régional pour la Méditerranée, le Moyen-Orient et l'Asie centrale
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non Gouvernementale
PDF	Point de distribution finale
PLA	Point de livraison avancé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SMI	Santé maternelle et infantile
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'actifs
VCT	Vivres-contre-travail
VPF	Vivres pour la formation

